



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités  
Locales et de  
l'Environnement

Bureau des Installations  
Classées

## **ARRETE**

**n° 2005-202-21 du 21 JUIL 2005**

portant prescriptions complémentaires à la Ville de BALE  
et concernant la plate-forme douanière TIR à SAINT-LOUIS

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L511-1 et L 512-7,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la circulaire ministérielle du 03/12/1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués,
- VU** la circulaire ministérielle du 10/12/1999 relative au principe de fixation des objectifs de réhabilitation des sites et sols pollués,
- VU** la lettre du Préfet en date du 7 mars 1997 qui exposait à la ville de Bâle les responsabilités qui lui incombait.
- VU** la lettre du Préfet en date du 19 décembre 2001 demandant à la ville de Bâle d'engager rapidement une étude détaillée des risques au vu des résultats des campagnes de prélèvements des eaux de 1998, 1999 et 2000,
- VU** la lettre du Préfet en date du 1<sup>er</sup> mars 2002 demandant à la ville de Bâle, exploitant entre 1944 et 1981 le site de l'actuelle plate-forme douanière comme décharge de mâchefers de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Bâle, de réaliser une étude détaillée des risques,
- VU** la lettre du Préfet en date du 19 mars 2004 confirmant à la ville de Bâle les justificatifs de propriété et ses obligations visant à caractériser la pollution provenant de ce site,
- VU** le rapport du 18 mars 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Alsace chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 7 avril 2005 ;

**VU** la lettre du 1<sup>er</sup> juin 2005 du Baudepartement des Kantons Basel-Stadt ;

**CONSIDERANT** la lettre du 25 août 1998 de Mme Barbara SCHNEIDER représentant le Gouvernement du Canton de Basel-Stadt, qui reconnaît l'exploitation par la ville de Bâle entre 1944 et 1981 d'une ancienne gravière (sous l'emplacement actuel de la plate-forme douanière de St-Louis, en territoire français) comme décharge de mâchefers,

**CONSIDERANT** les résultats de l'enquête de recherche historique de propriétaires auprès du tribunal d'instance de Huningue pour le site de la plate-forme douanière TIR à Saint-Louis Bourgfelden pour la section 24, parcelle 24/11 qui confirme que les parcelles incriminées ont bien été la propriété de la ville de Bâle pendant cette même période d'exploitation.

**CONSIDERANT** qu'une décharge de mâchefers est une installation classée au titre du Livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement et que la ville de Bâle était le dernier exploitant de cette décharge,

**CONSIDERANT** les résultats des tests de lixiviation réalisés sur les prélèvements effectués le 18 février 1987 qui ont révélé des teneurs importantes en cyanures libres, en plomb et en Cadmium,

**CONSIDERANT** les résultats des analyses réalisées à la demande du Préfet du Ht-Rhin en 1999, 2000, 2001, 2003 sur les piézomètres ont montré des dépassements des seuils limites fixés par la réglementation pour la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (CMA) en particulier pour les sulfates, le fer, le plomb, l'ammonium et le manganèse et des composés de l'aniline.

**CONSIDERANT** que, du fait du sens d'écoulement de la nappe, l'impact sur les eaux souterraines se fait du côté français,

**CONSIDERANT** que les transferts de polluants dans l'environnement et les niveaux d'exposition des riverains à ces polluants, n'ont pas été évalués,

**CONSIDERANT** que cette situation, nécessite, en vue de préserver les intérêts visés à l'article 511.1 du titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement de réaliser une évaluation détaillée des risques avec:

- une détermination de l'étendue de la nappe phréatique impactée,
- une étude de l'impact sur la nappe phréatique ainsi que les cibles et voies de transfert de cet impact,
- une détermination et surveillance du niveau réel d'exposition des polluants auxquels est soumise la population,
- une détermination des mesures permettant de réduire l'impact sanitaire et environnemental constaté au travers de l'évaluation détaillée des risques,
- un renforcement éventuellement du dispositif de contrôle de la qualité de la nappe phréatique et des éventuels puits de captage en eau potable,

**APRES** communication au Gouvernement du Canton de Basel-Stadt, ancien exploitant du site, le projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

# ARRÊTE

## ARTICLE 1<sup>ER</sup>

La Ville de Bâle représentée par l'Office Cantonal de Bâle (Regierungsrat Baudepartement des Kantons Basel-Stadt) dont le siège est situé 11, Münsterplatz Postfach CH-4001 à Bâle est tenue de se conformer aux prescriptions des articles suivants qui visent à caractériser la pollution présente sur le site de l'actuelle plate forme douanière de l'A35 parking borne 9 (TIR) située sur la commune de Saint-Louis section 24 p 8.

## ARTICLE 2 – MESURES PRIORITAIRES

La Ville de Bâle est tenue de :

- déterminer, sous **4 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, l'étendue de la nappe phréatique impactée par les substances venant du site et leurs produits de dégradation à des valeurs supérieures ou égale aux seuils limites fixés par la réglementation pour la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (CMA). Cette détermination sera traduite sur une carte qui présentera les isoconcentrations (CMA) par nature de produit ou en cas d'absence de seuil la valeur de constats d'impact (VCI) relative aux eaux usage sensible.

Ce délai de 4 mois intégrera également la réalisation des piézomètres complémentaires et les mesures à réaliser permettant de conforter la représentativité du modèle de diffusion.

## ARTICLE 3 – ETUDES COMPLEMENTAIRES

La Ville de Bâle est tenue :

- de réaliser, sous **4 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude de l'impact sanitaire actuel des activités passées de l'ensemble de son site comprenant un **diagnostic approfondi** et une **évaluation détaillée des risques** qui sont réalisés selon les modalités définies dans le guide méthodologique du Ministère de l'Environnement –BRGM- relatif à la gestion des sites pollués, ou selon toute méthode équivalente.

### a) Le diagnostic approfondi

A l'issue du diagnostic approfondi et dans le même délai, un rapport de synthèse sera transmis, ce rapport de synthèse comportera notamment :

- une introduction rappelant notamment les raisons ayant conduit à mener ces investigations ;
- une description du site, comprenant entre autres les conditions générales locales au moment des investigations, la localisation et l'identification des sources de pollution (reconnues), celles des cibles qui devraient être prises en considération pour les évaluations détaillées des risques, en particulier l'usage envisagé pour le site étudié et son environnement. Le schéma conceptuel (source, transfert, cible) sera ainsi précisé ;
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations, avec notamment :
  - une justification du choix des substances retenues pour la réalisation du diagnostic approfondi,
  - une description de la campagne d'investigations élaborée, par milieu,
  - les méthodes et techniques retenues, et les raisons du choix,
  - les précautions prises (risques pour les personnes, pour l'environnement) ;
- une description des travaux de terrain, en séparant les phases de prélèvement, de constitution des échantillons, de conditionnement, de transport, mais aussi en indiquant les éventuels incidents survenus au cours de ces étapes, et les précautions prises pour assurer l'intégrité des échantillons ;

- la chaîne analytique retenue (société en charge de l'échantillonnage, laboratoire d'analyses, éventuel prestataire, préparation, type d'analyses, mode d'étalonnage et nature des étalons, limites de dosabilité, degré de précision, ...) ;
- les résultats bruts obtenus (observations de terrain, résultats des analyses), par milieu étudié ;
- la justification du choix des cibles qui seront prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (homme, ressources en eau, écosystèmes, biens matériels) ;

#### b) Une évaluation détaillée des risques

Devront être remis les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération dans le diagnostic approfondi décrit dans l'article précédent.

Ces évaluations seront effectuées selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM, en développant tout particulièrement les points suivants :

- le choix des substances prises en considération sans oublier les substances recensées à ce jour et en particulier les composés d'aniline et barbituriques,
- les données toxicologiques utilisées,
- la nature des sources d'exposition prises en considération (notamment dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine),
- le choix justifié des scénarios d'exposition retenus in fine,
- les raisons du choix du ou des modèles utilisés,
- les paramètres clés et les hypothèses de calcul dont découle le résultat,
- les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,
- les incertitudes inhérentes à chaque évaluation détaillée des risques de cibles.

La Ville de Bâle est tenue :

- de préciser, sous **5 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les moyens permettant de réduire ou supprimer cet impact, en cas de risque inacceptable au sens de la circulaire ministérielle du 10/12/1999,

L'ensemble de ces études sera élaboré en 3 exemplaires.

#### **ARTICLE 4 – MESURES DE SURVEILLANCE**

La Ville de Bâle est tenue sous un délai de **5 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté:

- de valider au vu des résultats de l'évaluation détaillée des risques la représentativité du réseau piézométrique actuel, des paramètres suivis ainsi que de la périodicité de surveillance, et le cas échéant de proposer des piézomètres complémentaires.
- de procéder mensuellement à une recherche des substances identifiées dans les puits de particuliers et les captages en eau potable impactés par ces polluants et leurs produits de dégradation ou susceptibles de l'être.

#### **ARTICLE 5**

L'ensemble des résultats de mesures ainsi que de travaux et d'études sera transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin.

#### **ARTICLE 6**

Les frais induits par les analyses, les travaux et les études visés aux articles 2 à 4 seront à la charge de Ville de Bâle.

## **ARTICLE 7**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions est déposé à la mairie de Saint-Louis et mis à la disposition de toute personne intéressée, est inséré par les soins du Préfet et aux frais de Ville de Bâle dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la mairie de Saint-Louis pendant une durée minimum d'un mois.

## **ARTICLE 8**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'Inspection des Installations Classées et le Député-Maire de SAINT-LOUIS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 21 JUIL 2005

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

